

Bureau International Catholique de l'Enfance

Rapport financier Exercice clos le 31 décembre 2025

Préambule

Le résultat du BICE pour l'exercice 2025 ressort en excédent de 220 K€ contre un excédent de 240 K€ en 2024.

La collecte auprès du public a été stable par rapport à 2024 (+0.3% à 2.037 K€). Les legs et donations se sont élevés à 756 K€, un niveau sensiblement supérieur à celui de 2024 (621 K€). Le niveau de ces legs ainsi que celui des fonds propres a permis, d'affecter sur décision du conseil un montant de 400 K€ à divers projets contre 300 K€ en 2024.

Sans ces recettes exceptionnelles dont la pérennité est incertaine, et cette affectation aux projets, les résultats auraient été en 2025 déficitaires. Les legs permettent donc de contribuer largement au soutien de nos partenaires pour divers programmes.

I. Le compte de résultat par origine et destination (CROD)

Les ressources : 4.545 K€ (*y compris le report des ressources antérieures*)

Les produits de la générosité du public : 2.793 K€

La collecte auprès du public, y compris les dons affectés, est stable à 2.037 K€ (+0.3%)
Les legs et donations s'élèvent à 756 K€ contre 621 K€ en 2024. Le maintien à un niveau élevé des legs et donations, dont le coût de collecte est marginal, reste pour le BICE un enjeu essentiel.

Les autres fonds collectés : 1.671 K€ (*y compris le report des ressources*)

Les fonds recueillis auprès d'organismes publics et d'institutions et fondations diverses, pour le financement de projets spécifiques ou sans affectation représentent 743 K€, auxquels s'ajoutent 928 K€ reçus les années précédentes (report des ressources).

Les autres produits : 81 K€

Conformément aux décisions du conseil, la trésorerie disponible a été pour une part importante placée en dépôts à terme rapportant 75 K€ d'intérêts, montant inférieur à 2024 compte tenu de l'évolution des taux d'intérêt.

Les emplois : 4.324 K€ (y compris les engagements restant à réaliser)

Les missions sociales : 2.892 K€ (y compris les engagements restant à réaliser)

Le coût des missions sociales (qui comprennent 1.115 K€ d'engagements restant à réaliser) est constitué par :

- Les programmes sur le terrain,
- Le coût des autres missions sociales (recherche, actions de sensibilisation, de formation et de promotion des politiques de l'enfance, animation du réseau des membres et partenaires de terrain).

Les frais de recherche de fonds : 1.023 K€

Ces frais sont en légère augmentation de 1% et restent élevés. En effet l'effritement progressif de notre fichier de donateurs nécessite d'importantes actions de prospection de nouveaux donateurs (principalement par mailings papier, mais également par des opérations en ligne ciblées) qui ont été maintenues malgré les difficultés afin de recruter de nouveaux donateurs.

Les frais de fonctionnement et l'impôt : 409 K€

Les frais sont en diminution de près de 2% et restent maîtrisés.
Les impôts sur les produits financiers sont de 9 K€ contre 14 K€ en 2024

II. Le compte de résultat

Le compte de résultat ne diffère du CROD que par la présentation des frais par nature et non par destination de ces frais. Le résultat net est donc identique à celui qui apparaît au CER.

Il met en évidence que les frais de fonctionnement du BICE par nature sont principalement les suivants en 2025 :

- Achats et charges externes 1.295 K€, frais de collecte et frais généraux
- Salaires et charges sociales 969 K€
- Versements aux partenaires et reports en fonds dédiés 2.024 K€

III. Le bilan

Les comptes de bilan n'appellent que peu de commentaires :

- En application des règles comptables apparaissent au bilan les montants relatifs aux legs en cours, 137 K€ pour les biens destinés à être cédés (immeubles) et 675 K€ pour les créances liées aux legs, soit un total de 812 K€ inscrits en fonds reportés liés aux legs dans l'attente de leur encaissement.
- Les fonds dédiés pour les programmes et projets représentent 1.651 K€ contre 1461 K€ en 2024,

- La trésorerie, y compris les dons 2025 encaissés en 2026, s'élève à 5.510 K€. Déduction faite des fonds dédiés, elle s'élève à 3.859 K€ (contre 3.601 au 31/12/2024)
- Compte tenu du résultat de l'exercice, les fonds propres du Bice s'élèvent à 3.632 K€ contre 3.412 K€ au 31/12/2024.

Perspectives 2026

Dans un contexte international toujours marqué par la guerre en Ukraine, les conflits au Proche et au Moyen-Orient, leurs répercussions économiques à l'échelle mondiale, ainsi que par l'instabilité chronique à l'est de la République démocratique du Congo, le Bice et ses partenaires devront demeurer fortement mobilisés en 2026.

Ces contextes continueront de constituer des priorités d'intervention, notamment à travers le renforcement de l'accompagnement en santé mentale des enfants et de leurs familles, victimes de traumatismes et de violences. Parallèlement, le développement d'initiatives favorisant l'autonomie — en particulier en Afrique et en Amérique latine — sera poursuivi, à travers l'accès à l'éducation, la formation professionnelle et la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus, afin de permettre aux bénéficiaires de construire un projet de vie dans la dignité. Des actions de soutien nutritionnel et sanitaire seront également réalisées, de même que des appuis ciblés à des travaux d'aménagement, même à échelle modeste, dans un certain nombre de pays où l'organisation est engagée.

Les coupures significatives à l'aide au développement, et notamment au niveau de notre principal bailleur, l'Agence française de développement - AFD, obligeront le Bice à poursuivre une plus ample stratégie de diversification de ses financeurs ainsi qu'au niveau de la collecte auprès des donateurs privés pour pouvoir continuer efficacement ses missions sociales.

La trésorerie actuelle, acquise grâce à un niveau élevé de legs au cours des années, permet de faire face aux besoins de nos partenaires liés aux situations d'urgence, mais aussi de réaliser des actions à moyen terme, notamment avec des initiatives qui favorisent le développement d'un environnement protecteur pour les enfants.

La trésorerie propre de 3,8 M € permet d'assurer la poursuite de l'activité en 2026 et au-delà.

L'utilisation du logiciel One World Check pour mettre en œuvre les opérations de filtrage nécessaires dans le cadre des projets cofinancés par l'AFD sera poursuivie.

Paris le 13 mai 2026

Le Trésorier

Christian de Chastellux